

Patrimoine régional : Wauquiez offre 100 millions à Stéphane Bern

Le président de région monte au créneau sur un sujet devenu très politique : la protection du patrimoine. Il demande à l'animateur télé d'identifier les sites prioritaires d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Léa Delpont
— Correspondante à Lyon

Quelques jours après les propos de Stéphane Bern menaçant de quitter sa mission sur le patrimoine local en péril, Laurent Wauquiez tend la main et un gros chèque à l'animateur télé : 100 millions d'euros pour sauver les monuments historiques les plus menacés en Auvergne-Rhône-Alpes. « Nous avons un patrimoine historique qui se détériore et les moyens donnés nationalement à Stéphane Bern ne sont pas au niveau des enjeux », dénonce le président de région. « J'ai proposé de sanctuariser 100 millions sur l'ensemble du mandat : c'est cinq fois plus que le budget de sa mission pour la France », souligne-t-il, « sensible à son signal d'alarme » et jaloux des « sommes considérables investies à Paris : 450 millions d'euros pour le seul Grand Palais ».

L'opposition crie à la « fake news ». Il n'y aurait aucun euro supplémentaire en faveur du patrimoine. Ce budget « a été voté dans une délibération de juin 2017 », affirme un porte-parole du groupe socialiste. Mais l'enveloppe n'a guère été entamée, avec moins de 6 millions inscrits dans les dépenses d'investissement en 2017 et 2018, selon ses calculs. Laurent Wauquiez ferait-il du neuf avec du vieux, en profitant de l'actualité politique ? Le président LR a noué localement, depuis plusieurs mois, des contacts avec Stéphane Bern, autour de Fourvière et du sauvetage du musée des Tissus à Lyon – dans lequel la Région a promis d'engager 24 millions.

Il assure que Monsieur Patrimoine – originaire de la capitale des Gaules – a accueilli sa proposition avec « beaucoup d'intérêt ». Fin août, l'animateur a prévenu qu'il quitterait la mission confiée par Emmanuel Macron plutôt que de servir de « cache-misère ». L'ancien maire du Puy-en-Velay lui propose de choisir les sites prioritaires, parmi les 4.700 monuments historiques classés



RESTAURATION. L'aqueduc du Gier, à Chanopost, a déjà retenu l'attention de la mission Bern. Il fait partie des 22 sites retenus en Auvergne-Rhône-Alpes pour bénéficier de la cagnotte du tirage du Loto du Patrimoine. Photo Philippe Desmazes/AFP

ou inscrits en Auvergne-Rhône-Alpes. « La majorité est la propriété de très petites collectivités, moins de 10.000 habitants, qui n'ont pas les moyens de les entretenir », dit-il.

Château de la Chaux-Montgros

La collectivité locale s'est déjà portée au secours du château d'Aubenas, du Musée Savoisien à Chambéry ou encore de l'église Saint-Géraud à Aurillac... « Notre intérêt pour la mise en valeur du patrimoine ne date pas d'hier », affirme Laurent Wauquiez, pour écarter les soupçons d'opportunisme et de récupération. « C'est le devoir du conseil régional de s'occuper des territoires », dit-il, justifiant aussi l'investissement conséquent par « les retombées économiques en termes de tourisme et d'activité pour les artisans et métiers d'art ». L'élus assure disposer de tels moyens grâce au plan d'économies budgétaires réalisées depuis son accession à la tête de la

région fin 2015. « On a réalisé 300 millions d'euros d'économies avec deux ans d'avance. »

Pendant ce temps, les caisses du Loto du Patrimoine de Stéphane Bern se remplissent doucement. Des 22 sites retenus en Auvergne-Rhône-Alpes pour bénéficier de la cagnotte du tirage, 10 n'ont toujours pas reçu un euro de soutien, 6 ont réuni moins de 4 % de la collecte espérée. Seuls l'aqueduc du Gier à Chaponost et le château de la Chaux-Montgros mobilisent vraiment la solidarité populaire : 49.000 euros pour le premier (28 % de l'objectif), 88.000 euros pour le second (76 %). Il est « envisageable » que cette liste serve de base de travail à la mission régionale, mais « tout est ouvert », assure le président. Il avait déjà réussi un coup médiatique avec la restauration, en 2012, de la Vierge de sa ville du Puy-en-Velay, juchée sur le rocher Cornelle. ■

Le chiffre

4.700

monuments historiques sont classés ou inscrits en Auvergne-Rhône-Alpes. Dont la majorité est la propriété de très petites collectivités qui n'ont pas les moyens de les entretenir.